

Prise en charge des enfants de la rue (page 2)

# Un travail qui nécessite une action permanente



Le programme de retrait des enfants de la rue et de leur transfert vers des centres d'accueil n'a pas été efficace.

### ECONOMIE



Budget général de l'Etat, exercice 2026-2027

Un budget de plus de 7000 milliards de BIF adopté à l'unanimité (page 3)

### DEVELOPPEMENT



Marché central

Reconstruction du marché central : les travaux pour bientôt ? (page 3)

### EDUCATION



Université du Burundi

Les poillissimes dans la liesse (page 4)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

## Editorial

# Halte à la mauvaise gestion du budget de l'Etat



Jean Marie Vianney Niyongabo,  
Journaliste.

trop c'est trop. Celui de 2026 -2027 est fixé à plus de 7000 milliards de FBu contre plus de 5 000 milliards de FBu l'année dernière, soit une augmentation de 29%.

Cela veut dire qu'on va redoubler d'efforts dans la collecte des impôts et taxes. Ce qui est normal. Pourtant, la pression fiscale fatigue la population, car cela contribue à la hausse des prix de façon globale étant donné que le commerçant n'accepte pas de travailler à perte.

Déjà, on est dans une situation de forte inflation, car le taux d'inflation actuel dépasse les critères de convergence macroéconomique fixés au niveau de la communauté Est Africaine.

Le Burundi dépasse le plafond de 8% alors que les autres pays membres de cette communauté font tout pour ne pas aller au-delà de cette marge comme convenu. Ces derniers jours, on a atteint même plus de 40%. Et nul n'ignore que la hausse de l'inflation est synonyme de la cherté de la vie. Le pouvoir d'achat s'effrite continuellement.

Le gouvernement devrait alors se comporter comme un bon père de famille qui pense à l'intérêt général de tous les membres de sa famille. Il devrait bien gérer le budget.

On ne devrait pas l'orienter dans les dépenses de l'Etat à travers l'achat des véhicules chers, les voyages à l'étranger, etc. Tout

décideur, quel que soit son domaine d'intervention, devrait adopter la discipline budgétaire.

Une partie non négligeable de ce budget devrait être orientée vers le développement des projets porteurs de croissance qui génèrent de l'emploi pour le peuple, car il provient de sa sueur. Ce budget devrait être un outil qui contribue au développement du pays de façon globale.

Pourtant, ce qu'on voit est tout autre. Il y a toute une noria de défis.

Malgré que le peuple burundais ne cesse de payer les impôts et taxes, il est fatigué par la pénurie du carburant, le manque

d'infrastructures de qualité, d'eau potable, d'énergie, etc.

Le coût de la vie devient de plus en plus cher. Les salaires sont pour le moment insignifiants par rapport au contexte socio-économique. Certains commencent même à quitter le pays à la recherche de là où l'herbe est encore verte.

Ce budget devrait alors permettre au gouvernement de trouver une solution à tous ces défis et de gagner plus de confiance de la part de la population.

Faites attention à l'augmentation du budget de l'Etat en cascade ! Oui, car

## SOCIETE

### Enfants en situation de rue

# Leur prise en charge des reste un défi de longue haleine

Malgré les efforts engagés par le gouvernement burundais pour retirer les enfants en situation de la rue et les réinsérer dans leurs familles, le phénomène continue de préoccuper les autorités. Le chef du gouvernement reconnaît que cette problématique nécessite une action permanente. De son côté, la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) plaide pour une approche plus globale afin d'assurer une réintégration durable de ces enfants.



Le problème des enfants en situation de rue demeure particulièrement difficile à résoudre malgré les efforts déployés par l'Etat.

La question des enfants vivant dans les rues a été au centre des échanges lors de l'émission publique réunissant les membres du gouvernement, des journalistes et des citoyens, tenue le 11 juin 2026 à Gitega. Répondant à cette préoccupation, le Premier ministre Nestor Ntahontuye a expliqué que le phénomène des enfants en situation de rue ne peut pas être résolu par une intervention ponctuelle. Selon lui, il s'agit d'un problème qui exige des actions continues notamment parce que les causes qui poussent les enfants à se retrouver dans la rue persistent. Il a notamment évoqué les difficultés rencontrées dans certaines familles, les problèmes d'encadrement des enfants, les abandons liés à des situations de précarité, etc.

Le chef du gouvernement a particulièrement cité le cas de la ville de Bujumbura où certains

enfants sont abandonnés après leur naissance ou se retrouvent livrés à eux-mêmes à la suite des comportements irresponsables de certains parents qui ne disposent pas de moyens nécessaires pour assurer leur prise en charge. Pour le Premier ministre, la lutte contre ce phénomène doit donc s'inscrire dans la durée, en tenant compte des réalités sociales qui favorisent l'apparition de nouveaux cas.

### Les centres d'accueil favorisent la réinsertion familiale

Face à cette situation, le gouvernement affirme avoir mis en place plusieurs mécanismes de prise en charge. Le ministère ayant le secteur social dans ses attributions dispose déjà de structures chargées d'accueillir et d'accompagner les enfants retirés de la rue. M. Ntahontuye a indiqué que les autorités poursuivent les opérations visant à identifier ces enfants, à les retirer de la rue puis à les orienter vers des centres spécialisés,

notamment celui de Cankuzo, dans la province de Buhumuza, ainsi que vers les centres communément appelés « Soleil ».

L'objectif de cette prise en charge est de leur offrir un encadrement adapté avant leur retour dans leurs familles respectives. Le Premier ministre a souligné qu'il est rare qu'un enfant soit totalement dépourvu d'attaches familiales. Même lorsqu'il est orphelin, il existe généralement des proches tels que des tantes ou des cousins susceptibles de l'accueillir. Même l'administration à la base est censée accompagner sa réintégration et veiller à son suivi.

Toutefois, le chef du gouvernement reconnaît que ces efforts, aussi importants soient-ils, ne permettront pas d'éliminer totalement le phénomène. Selon lui, la véritable réussite résidera dans la capacité des services concernés à intervenir chaque fois qu'un enfant est retrouvé dans la rue afin de lui offrir une alternative durable.

### La CNIDH appelle à renforcer l'accompagnement des enfants

Malgré les initiatives déjà engagées, les résultats restent mitigés. A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'enfant africain, le 16 juin 2026 à Bujumbura, le président de la Commission

nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), Martin Blaise Nyaboho, a reconnu que le chemin reste encore long. Selon lui, le gouvernement a effectivement mis en œuvre un programme de retrait des enfants de la rue et de leur transfert vers des centres d'accueil. Cependant, le phénomène se renouvelle constamment. Il a illustré cette réalité en expliquant que pendant que certains enfants en situation de rue sont conduits vers les centres spécialisés, ils reviennent dans la foulée dans les rues de Bujumbura.

M. Nyaboho estime également que la manière dont certains enfants sont accueillis dans les centres mérite une réflexion approfondie. D'après lui, plusieurs d'entre eux quittent rapidement ces structures parce qu'ils ont l'impression d'être privés de liberté ou d'être insuffisamment préparés à cette nouvelle vie.

Afin d'améliorer leur prise en charge, il a annoncé l'existence d'un projet gouvernemental visant à collaborer avec les confessions religieuses pour construire un grand centre d'accueil au centre du pays. Cette structure devrait permettre non seulement d'héberger les enfants concernés, mais également de mieux les encadrer grâce à des éducateurs spécialisés. L'ambition est aussi de mener un travail approfondi sur l'histoire familiale de chaque enfant afin de préparer progressivement sa réinsertion. Les familles pourraient être associées au processus à travers des visites régulières, permettant ainsi aux enfants de retrouver progressivement leur place au sein de leur communauté.

Gilbert Nkurunziza

**BurundiEco**  
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :  
Mélance Maniragaba

Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juin 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2970	3018
Euro	3392	3447
Shi. Kenyan	22.9427	23.3128
Shi. Tanzanien	1.1295	1.1477
Shi. Ougandais	0.8135	0.8266
Fr Rwandais	2.0137	2.0462

## Budget général de l'Etat, exercice 2026-2027

## Un budget de plus de 7000 milliards de BIF adopté à l'unanimité

Les députés burundais ont adopté à l'unanimité le projet de loi portant budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027. Avec des dépenses prévues de plus de 7 020 milliards de BIF contre des recettes estimées à 6 296 milliards de BIF, ce budget marque une hausse significative par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, quelques jours après son adoption à l'Assemblée Nationale, la Cour des comptes a relevé plusieurs zones d'ombre dans le document et appelé les sénateurs à demander davantage d'éclaircissements avant son examen.



Avec une progression de 23,76 %, le budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027 dépasse nettement celui de l'exercice précédent.

finances, Dr Alain Ndikumana, a insisté sur le caractère participatif de son élaboration. Selon lui, le gouvernement a multiplié les consultations afin de mieux prendre en compte les préoccupations de la population. « Les administrateurs communaux, les responsables des hôpitaux, les entreprises publiques ainsi que les partenaires au développement ont été associés au processus », a-t-il expliqué. L'objectif était, selon le ministre, de concevoir un budget davantage

adapté aux réalités du terrain et aux besoins des citoyens.

### L'Assemblée Nationale salue l'unanimité et appelle à une gestion rigoureuse du budget

L'adoption unanime du texte a été saluée par le président de l'Assemblée Nationale, Daniel Gélase Ndirirababw. Pour lui, ce vote traduit la confiance des

députés envers les orientations économiques proposées par le gouvernement. Cependant, le président de la chambre basse du Parlement a profité de l'occasion pour rappeler l'importance de la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques. Il a notamment dénoncé les cas de détournement et de gaspillage des ressources de l'Etat qui continuent à être signalés dans certains secteurs.

M. Ndirirababw a appelé les institutions chargées du contrôle et de la répression des infractions économiques à faire preuve de fermeté. Selon lui, les auteurs des malversations financières doivent être sanctionnés de manière exemplaire afin de protéger les ressources publiques et de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions.

Après son adoption par l'Assemblée Nationale, le projet de budget doit être transmis au Sénat qui, à son tour, l'examine avant son éventuelle promulgation par le Président de la République. Cette promulgation est attendue avant le 1er juillet 2026, date correspondant au début du nouvel exercice budgétaire.

### La Cour des comptes pointe plusieurs insuffisances

Alors que le projet de budget poursuit son parcours législatif, la Cour des comptes a émis plusieurs réserves sur son contenu. Le 17

juin 2026, devant les sénateurs, le président de cette institution, Léonidas Kabura, a estimé que certaines informations essentielles manquaient de clarté dans le document soumis au Parlement. Selon lui, plusieurs éléments méritent des explications complémentaires avant l'adoption définitive du texte. La Cour des comptes a ainsi recommandé aux sénateurs de solliciter des éclaircissements auprès du ministère ayant les finances dans ses attributions.

Parmi les points jugés insuffisamment détaillés figurent notamment le niveau exact de la dette publique restant à rembourser, les effets attendus de certaines nouvelles mesures prévues dans le projet de loi, etc.

M. Kabura a notamment relevé que le gouvernement prévoit de rembourser environ 80 milliards de BIF de dette publique au cours du prochain exercice budgétaire. Toutefois, le document ne précise pas clairement le montant total de la dette qui subsistera après ces remboursements. Pour cette institution de contrôle, cette absence de précision pourrait compliquer l'évaluation de la soutenabilité de la dette publique et limiter la capacité des parlementaires à apprécier pleinement les implications financières du projet.

Gilbert Nkurunziza

Réunis en séance plénière le 13 juin 2026, les députés ont examiné puis adopté à 100 % le projet de loi portant budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027. Le texte prévoit des recettes évaluées à 6296,03 milliards de francs burundais, tandis que les dépenses devraient dépasser les 7020 milliards de BIF. Comparé à l'exercice budgétaire 2025-2026, pour lequel le gouvernement avait prévu des dépenses totales de 5352 milliards de BIF, le nouveau budget affiche une augmentation de plus de 1668 milliards de BIF (soit 23,76 %).

Présentant le projet devant les élus, le ministre en charge des

## DEVELOPPEMENT

## Reconstruction du marché central de Bujumbura : les travaux pour bientôt ?

Plus de 13 ans après qu'un incendie a détruit le marché central de Bujumbura, le gouvernement burundais affirme que le projet de reconstruction avance. Les ministres en charge des infrastructures et des finances donnent quelques précisions sur l'état d'avancement du projet et sur le montage financier retenu pour réaliser ce chantier très attendu.

« Le projet de reconstruction du marché central de Bujumbura n'a pas été abandonné malgré le ralentissement apparent des activités », a assuré Ir. Egide Nijimbere, ministre des Infrastructures, des Logements Sociaux, des Transports et de l'Équipement lors de l'émission publique réunissant les membres du gouvernement, des journalistes et des citoyens, tenue le 11 juin 2026 à Gitega. Selon lui, l'Etat et le secteur privé ont convenu de mettre en place un partenariat pour financer et réaliser les travaux. Du côté de l'Etat, l'investissement sera effectué à travers la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE). Les investisseurs privés, quant à eux, interviendront par l'intermédiaire d'une structure dénommée « ADA ».

Ces deux partenaires ont créé une société commune dénommée Ubaka Landmarks chargée de concevoir et de construire le futur marché central de Bujumbura. Le ministre Nijimbere a expliqué que les organes de gouvernance de cette société sont en cours de mise en place. Le conseil d'administration a



Le marché central de Bujumbura, détruit par un incendie le 27 janvier 2013, pourrait voir sa reconstruction se concrétiser dès le second semestre de 2026.

déjà été constitué et les démarches se poursuivent pour installer le comité de direction qui assurera la gestion quotidienne du projet.

### Un investissement public de 15 milliards de BIF

Pour soutenir la réalisation

de cet ambitieux chantier, le gouvernement prévoit d'injecter un capital de 15 milliards de BIF. Les fonds mobilisés par l'Etat et les investisseurs privés seront déposés à la Banque Commerciale du Burundi (Bancobu). Leur gestion sera supervisée par l'Agence de Régulation et de Monitoring des Capitaux (ARMC),

une mesure destinée à renforcer la transparence et à rassurer les différents partenaires financiers. Le futur marché devrait être construit en neuf phases successives. Les autorités n'ont toutefois pas précisé la durée totale des travaux, se contentant d'indiquer qu'ils s'étaleront sur plusieurs années.

Le ministre en charge des finances, Alain Ndikumana, a pour sa part souligné que la contribution du secteur privé ne se limitera pas aux ressources financières. Les investisseurs apporteront également leur expertise technique dans le domaine de la construction. Afin de garantir le respect des normes et des exigences techniques, l'Etat prévoit de mettre en place une structure de contrôle chargée de surveiller l'exécution des travaux. Selon le ministre, les termes de référence nécessaires à cette mission de supervision sont déjà finalisés de même que plusieurs autres documents préparatoires.

M. Ndikumana a également tenu à rassurer les personnes qui ont investi dans le projet. Il a affirmé que les fonds collectés bénéficient de mécanismes de protection adéquats et qu'aucune irrégularité n'a été constatée dans leur gestion. D'après les chiffres communiqués par le ministre, les ressources déjà mobilisées dépassent actuellement 8 milliards de BIF. Si le calendrier que le ministre a annoncé est respecté, les premières activités de construction pourraient débuter dès le lancement de l'exercice budgétaire 2026-2027 (c'est-à-dire autour de juillet 2026).

Nous vous rappelons que le marché central de Bujumbura a été détruit par un incendie survenu le 27 janvier 2013, plongeant des centaines voire des milliers de commerçants dans la détresse et privant la capitale de son principal centre d'approvisionnement.

Gilbert Nkurunziza

# Les poillissimes dans la liesse

C'est une bonne nouvelle en grande partie pour les étudiants de Rumuri. La restauration est de retour pour bientôt. Les infrastructures du campus Kiriri seront réhabilitées. Une cagnotte de 20 milliards de FBu destinée au système de prêt-bourse en faveur des étudiants inscrits en Baccalauréat et en Master au Burundi sera également débloquée. Les étudiants de l'Université du Burundi contactés éprouvent un sentiment de satisfaction. Sinon, ils pensaient que cette université allait s'effondrer définitivement



C'est une bonne nouvelle en grande partie pour les étudiants de Rumuri. La restauration est de retour pour bientôt. Les infrastructures du campus Kiriri seront réhabilitées.

Le Gouvernement du Burundi prévoit d'importants montants en faveur de l'enseignement supérieur au cours de l'exercice budgétaire 2026-2027. Selon le projet de loi de finances présenté le 12 juin 2026 devant l'Assemblée nationale par le Ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, Alain Ndikumana, l'amélioration des conditions de vie des étudiants a été prise en compte.

Dans ce sens, pas mal d'activités sont prévues. On compte débloquer un montant de 9,5 milliards de FBu pour le rétablissement de la restauration universitaire au sein de l'Université du Burundi.

On va aussi accorder un montant de 1,2 milliard de FBu à la première phase de réhabilitation des infrastructures du Campus Kiriri et un montant de 1,5 milliard de FBu pour la réhabilitation des équipements d'approvisionnement en eau à l'Ecole Normale Supérieure (ENS).

Et d'ajouter une cagnotte de 20 milliards de FBu destinés au système de prêt-bourse en faveur des étudiants inscrits en Baccalauréat et en Master au Burundi.

## Une mesure qui vient à point nommé

Les étudiants qui se sont entretenus avec Burundi Eco s'en réjouissent. Selon Claude N, un des étudiants de l'Université du Burundi contacté, cet engagement du Gouvernement du Burundi de penser à la revalorisation de l'étudiant vient à point nommé.

de petits groupes pour vivre dans certains quartiers périphériques de la ville de Bujumbura.

Selon toujours lui, depuis qu'on a introduit le nouveau système d'enseignement et qu'on a supprimé la restauration à l'Université du Burundi, l'étudiant s'est retrouvé dans des conditions de vie innommables.

Trouver de quoi manger et où loger est un casse-tête pour celui qui n'a pas d'autres sources de revenus que le prêt bourse. Ils se débrouillent en

Aline U, l'une de ces derniers ajoute que certains étudiants ont jugé bon d'initier certaines activités génératrices de revenus en marge des activités académiques. Certains se sont lancés dans les activités de transferts d'argent avec le téléphone mobile.

Notons que même l'évaluation qui a eu lieu ces derniers jours a montré que ce sont les universités privées qui sont bien organisées par rapport aux universités publiques en termes de qualité de l'enseignement dans l'enseignement supérieur.

D'autres travaillent dans les sociétés de gardiennage, etc. Selon ces derniers, l'association des activités académiques avec d'autres activités génératrices de revenus a eu des retombées négatives sur le niveau de compétence des étudiants.

Suite au manque de temps suffisant pour suivre et revoir les cours, c'est compréhensible que le niveau des étudiants en termes de compétence baisse, arguent-ils.

## La valorisation de l'enseignement supérieur saluée

Les étudiants contactés saluent la mesure prise par le gouvernement du Burundi de valoriser l'enseignement supérieur, car la situation actuelle est catastrophique. En plus des conditions de vie des étudiants de Rumuri déplorables suite à la suppression de la restauration universitaire par l'Etat, les infrastructures sont dans un état de vétusté inouï.

Ces étudiants citent l'exemple des infrastructures des campus Kiriri, Mutanga, etc. Pour le moment, l'Université du Burundi n'attire pas les nouveaux étudiants et leurs parents du fait qu'elle est presque délaissée. Elle est réservée seulement aux enfants des parents économiquement faibles qui n'ont pas les moyens de payer le minerval dans les universités privées jugées plus organisées.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## SANTE

# Politique de gratuité des soins : Sa mise en œuvre émaillée d'embûches

La mise en œuvre de la politique de gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes est émaillée de certains couacs. En plus des exigences non fondées pour en bénéficier, la plupart des structures de soins ne se limitent qu'aux examens. Quand un patient leur présente une ordonnance médicale, ils le renvoient chez les privés pour s'approvisionner en médicaments à 100%. Le ministre en charge de la santé demande aux structures de soins qui ne respectent pas cette politique de se ressaisir.



Fidèle Nkezabahizi, ministre en charge de la santé : « je demande aux structures de soins qui demandent des frais pour soigner les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes de se ressaisir, car cette politique reste en vigueur »

Lors de l'émission publique qui a eu lieu le 11 juin 2026 au chef-lieu de la province Gitega, Fidèle Nkezabahizi, ministre en charge de la santé a demandé aux structures de soins qui demandent des frais pour soigner les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes de se ressaisir, car cette politique reste en vigueur.

Selon lui, celles qui seront attrapées en flagrant délit seront sanctionnées conformément à la loi. Pourtant, Nkezabahizi fait savoir qu'il y a des patients qui sautent les étapes exigées pour bénéficier de la gratuité des soins.

Ils se dirigent directement dans les hôpitaux régionaux au lieu de commencer de se faire soigner dans

les centres de santé de leur localité. Dans ce sens, le patient va se faire soigner dans les hôpitaux avec des pièces de référence. Dans un entretien avec certains habitants de la ville de Bujumbura, il est ressorti que la politique de gratuité des soins n'est pas respectée à la lettre. Dans certains hôpitaux, on exige la

présentation de l'extrait d'acte de mariage pour t'accueillir et t'offrir ces soins gratuitement.

## Certaines structures de soins spéculent

Le pire est qu'on ne bénéficie pas les médicaments facilement. « La plupart des fois qu'on présente les

ordonnances, on te dit que les médicaments dont tu as besoin ne sont pas disponibles dans leurs stocks. Dans ce cas, on est contraint d'aller les acheter dans les pharmacies des privés à 100%», déplorent Mireille et Nina habitant les zones Kinama et Cibitoke de la commune Ntanhanga dans la province de Bujumbura.

Lors de l'émission publique des membres du gouvernement tenue vendredi le 6 octobre 2023, Gervais Ndirakobuca, qui était alors premier ministre a cette période a indiqué que certains responsables des hôpitaux et des centres de santé ne cessent de détourner les fonds de l'Etat.

Ils affirment qu'ils ont soigné gratuitement les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes comme convenu alors qu'ils ne l'ont pas fait.

Selon Ndirakobuca, ces derniers présentent alors de fausses factures à l'Etat pour être payés. Il a ajouté qu'il y a même certaines structures de santé privées qui ont commencé à leur emboîter le pas en présentant de fausses factures à l'Etat.

C'est pour cette raison que les patients ne bénéficient pas de ces soins gratuits comme l'a annoncé l'ex-président feu Pierre Nkurunziza. Ils sont victimes du mauvais comportement de ces responsables des structures de santé.

Notons que la politique de gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes a commencé en 2006.

Jean Marie Vianney Niyongabo



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

